Statut et droits de l'enfant

L'enfant est un genre. C'est bien évidemment une réalité biologique : un petit homme qui est à la naissance prématurée. Cette réalité biologique se voit doublé d'un statut qu'on lui confère.

Enfant vient du latin *infans* (celui qui ne parle pas).

- Il ne parle pas parce qu'il ne sais pas encore parler. Il faut un certain nombre de mois, d'année avant qu'il puisse s'exprimer

- il ne parle pas car sa parole n'est pas entendue. Sa parole n'a pas de poids par rapport à la parole des adultes. Un statut de l'enfant comme non citoyen, et donc dès l'antiquité un statut de l'enfant dévalorisé et dévalorisant qui réduit l'enfant à un animal non doué de logos.

Cette animalité de l'enfant se manifeste par absence de langage, de logique, de raison. C'est un esprit vide qu'il faut remplir. L'éducation consiste donc à remplir l'esprit de l'enfant, d'écrire sur un tableau blanc. Le rôle de l'éducateur consiste à remplir. La responsabilité de l'adulte est alors de remplir le cerveau de l'enfant mais aussi de le vider pour le commander. La logique éducative est une logique de dressage.

Le christianisme, la culture judéo chrétienne, a une conception de l'enfant comme petit diable, il est le résultat du péché originel de ses parents. La chrétienté a renforcé l'image de l'enfant comme non réfléchi, ayant un instinct mauvais. Pourquoi l'enfant non doué de raison est amoral, il ignore les valeurs, le bien et le mal. On considérait l'enfant comme la somme de ses manques. Contrairement à aujourd'hui où l'on voit l'enfant comme ce qui va devenir (somme des potentialités).

L'enfant est considéré comme un petit homme, il n'y a pas de séparation entre le monde de l'enfant et celui de l'adulte. Il ne bénéficie donc pas de protection. L'enfant dans ce cas là est à la fois une force de travail et une bouche à nourrir.

elisabeth badinter a comptabilisé les différentes formes d'abandon des enfants et a montré que l'amour maternel est culturel:

- bureau de nourrices : le premier ouvert au 13ème siècle. Le recours a des nourrices était une pratique aristocratique. Cette pratique explose au XVIII. En 1781, 21000 bébés sont nés à Paris et sur ces 21 000 il y en avait moins de 1000 nourrit par leur mère. 90% des enfants ne sont pas élevés au domicile familial (seules les familles riches peuvent payer une nourrice à domicile). 25% de mortalité infantile. La mortalité infantile est divisée par deux quand la mère allaite ses propres enfants. La durée moyenne de placement en nourrice est de quatre ans. Les filles sont confiées à une gouvernante, les garçons a un précepteur. Autre forme d'indifférence : le décès d'un enfant.

En plus, l'amour maternel est sélectif selon l'âge, selon les enfants. Jusqu'au XIXème cet amour sélectif était socialement structuré : on préfère les garçons aux filles car les filles coutent chers

(dote), on préfère l'ainé au cadet. Les filles étaient placées au couvent pour s'en débarrasser. A la campagne quand il y a de la viande, l'ainé peut en manger, le cadet rarement et la fille jamais.

Plusieurs phénomènes ont entraîné la mutation du statut de l'enfant:

- patriotisme : les enfants sont les soldats de demain
- la révolution: les Lumières, affirmation de la nécessité de développer la raison en l'homme, affranchir le sujet de toute tutelle. Il s'agit de former le citoyen de demain.

A partir de là est apparu le monde de l'enfance.

- Les droits du travail des enfants : 1841 interdiction de travail pour les enfants de moins de 8 ans, en 1874 l'âge minimum de travail passe à 12 ans et le travail sous terre est interdit. Il a fallu attendre 1889 pour la première loi contre la maltraitance. En 1898 la loi prévoit un alourdissement de la peine pour les responsables des enfants. Ces deux dernières lois déclenchent la mise en marche d'un véritable statut de l'enfant.

On considère que le XXème siècle est le siècle des droits de l'enfant.

- La déclaration de Genève de 1924, adoptée par la Société Des Nations, reconnaît pour la première fois des droits spécifiques à l'enfant.

- En 1959, est adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies la déclaration des droits de l'enfant.

Ces deux textes engendrent des droits de protection. Le droit de l'enfant d'être protégé est un devoir pour l'adulte de le protéger. La proclamation de ces droits ne déséquilibrait pas la vision de l'enfance : un adulte inachevé fragile, vulnérable. Cela change avec la convention de 1989.

- En 1989, la convention internationale sur les droits de l'enfant est adoptée par l'ONU. Dans ce texte est introduite la notion fondamentale qui est l'intérêt supérieur de l'enfant. Cette convention accorde des droits de liberté, pas seulement des droits de protection. Pourtant l'enfant n'est pas responsable, donc ne peut être libre. Cette convention semble ignorer l'antinomie entre les droits de protections et les droits de liberté. Par exemple, cette convention accorde à l'enfant un droit à la vie privée. Liberté d'association et de réunion pacifiste.

C'est tout le problème du développement des droits de l'enfant.

En droit, on parle du mineur, c'est à dire de l'individu de l'un ou l'autre sexe qui n'a pas encore dix huit ans.

La personnalité juridique :

L'individu devient une personne à la naissance s'il est viable. Le foetus, l'embryon ne sont pas des personnes, n'ont pas de personnalité juridique. La personnalité juridique est l'aptitude à être titulaire de droits et d'obligations. Ainsi, le nouveau-né a en premier lieu droit à une identité : il a le droit à un nom et à une nationalité.

Et dans la mesure du possible de connaître ses parents et d'être élevé par eux. En France, cela n'est pas toujours possible en raison de l'accouchement sous X. Un enfant né sous X ne peut pas connaître l'identité de ses parents.

Le patrimoine de l'enfant est distinct de celui des parents. Ainsi, les dettes de l'enfant ne se confondent pas avec les dettes des parents.

L'incapacité juridique :

L'enfant est juridiquement incapable c'est à dire qu'il ne peut pas lui même exercer ses droits. C'est une incapacité de protection. Par exemple, l'enfant n'a pas le droit de contracter. Cette incapacité juridique a des conséquences parfois contradictoire : l'enfant ne peut pas s'inscrire tout seul dans une association, à l'école. L'enfant doit être représenté par une personne juridiquement responsable.

L'autorité parentale est une obligation : c'est un ensemble de devoirs qui échoit aux parents, aux responsables légaux. C'est la première forme de protection de l'enfant. C'est l'ensemble des droits et des devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant. L'autorité parentale c'est pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé, sa mentalité, son éducation, son développement, et tout ça dans le respect du à sa personne.

Tout manquement à l'autorité parentale s'intitule maltraitance.

Il est possible de perdre l'autorité parentale : décès des parents, parent qui n'a plus de capacité de discernement (curatelle, ...), parent déchu ... Alors, un tuteur s'occupe de l'enfant.

L'enfant à tout âge doit honneur et respect a ses pères et mères.

De la naissance à la mort, on a un déroulement temporel continu et dans ce déroulement, le droit vient instaurer du discontinu. A partir de 12 ans l'enfant peut avoir une carte de retrait, à 16 ans il peut ouvrir un compte, avoir un chéquier. A16 ans un enfant peut être chef d'entreprise. Le droit vient instauré des moments arbitraires et artificiels. Il n'y a plus vraiment de rites de passage. Pire, on assiste de nos jours dans la société contemporaine à une sorte d'effacement des différences de nature. Les notions de jeune, de vieux, s'estompent. Les enfants réclament des droits, veulent être traités comme des adultes et en même temps on a des adultes qui font tout ce qu'ils peuvent pour paraître plus jeune.

Au moyen-âge, il n'y a pas de tranches d'âge. Le droit vient créer des tranches d'âge artificielles. Cette artificialité du droit se retrouve dans l'adoption. Deux cas d'adoption :

- adoption simple permise quelque soit l'âge de la personne adoptée. La seule condition est que la personne qui adopte doit être plus âgée que l'adopté.
- adoption plénière : imitation complète de la filiation biologique.

Ainsi, ce que réalise l'adoption c'est la négation de la nature. Cette négation de la nature n'est pas totale car la prohibition de l'inceste demeure.

L'enfant, son argent et le travail :

Le mineur ne peut travailler qu'à partir de 16 ans avec une dérogation pour les apprentis qui peuvent travailler dès 15 ans. Le travail de nuit est interdit (entre 20H et 6H), le jeune ne peut travailler plus de 7 heures par jour, 35 heures par semaine. Il doit bénéficier d'un repos de 24H de repos hebdomadaire, et de 14H par jour, d'une tranche de repos de 30 minutes au bout de 4H30 de travail.

Le mineur le jour où il devient majeur, il peut bénéficier de l'argent sur son compte, son livret, et il peut en faire ce qu'il veut.